
COPENHAGUE – Session matinale sur le programme de bourse

Mardi 14 mars 2017 – 8 h 30 à 10 h 30 CET

ICANN58 | Copenhague, Danemark

SIRANUSH VARDANYAN: Bonjour Messieurs Dames, bienvenus à cette séance du matin des boursiers. Et nous avons quelques présentateurs qui vont venir nous parler aujourd’hui.

Et je voudrais vous présenter notre première présentatrice, la représentante du GAC, le comité consultatif gouvernemental, Gema.

Gema, je vous prie de vous présenter, de nous raconter quel est le pays que vous représentez dans ce système et de nous raconter un peu quelle est la structure du GAC, pendant 5 ou 10 minutes.

Et puis nous allons utiliser le reste du temps pour interagir avec vous pour les questions réponses. Merci.

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: Merci beaucoup. Merci de m’avoir invitée à cette séance de boursiers. Je suis Gema Campillos. Et je représente le

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

gouvernement de l'Espagne auprès du comité consultatif gouvernemental. Et je suis aussi vice-présidente sortante du GAC. C'est ma dernière fonction.

Le GAC, le comité consultatif gouvernemental donne son avis au conseil et, après la transition, le GAC est aussi devenu un participant dans le mécanisme de la communauté habilitée.

Le GAC a 171 membres qui représentent des pays et différents types d'économies. Et sous ce titre, la commission européenne, l'Union Européenne qui est représentée par la commission européenne, et la commission de l'Union Africaine sont aussi des membres du GAC.

Et nous avons 34 observateurs qui sont des organisations internationales ou qui dépendent de traités.

Le GAC a un président, et il peut avoir jusqu'à 5 vice-présidents. Actuellement toutes les fonctions de vice-président sont couvertes. Les vice-présidents qui vont commencer leur mandat lors de la prochaine réunion de ICANN viennent de Chine, d'Égypte, du Pérou, du Royaume-Uni, et il me semble que j'en oublie un... Ça va me revenir, ce n'est pas grave

Le GAC compte sur le soutien d'un secrétariat qui fonctionne selon un modèle hybride, c'est-à-dire que le personnel de l'ICANN offre son soutien au GAC avec un personnel dédié, mais

le GAC a aussi sélectionné et engagé à travers ICANN un consultant indépendant qui est le groupe australien d'amélioration continue. Et ils ont travaillé avec nous depuis deux ans déjà.

Le GAC pense qu'il est important d'avoir un secrétariat indépendant de façon à pouvoir préparer les réunions et faire le travail entre les séances.

Les problèmes que le GAC analyse dans son travail sont des problèmes qui sont liés à des questions de politiques publiques ou d'intérêts publics en ce sens. Ces différents thèmes sont par exemple la confiance des consommateurs, la protection des consommateurs. Nous avons des principes de 2007 pour l'introduction des nouveaux gTLD qui ont été élaborés par le GAC. À partir du moment où la série des nouveaux gTLD a commencée, nous avons présenté différents conseils, différents avis, et que nous avons fait refléter par nos communiqués ou nos lettres.

Le GAC se penche aussi sur des questions d'application de la loi, la persécution de différents délits et différents types de délits liés à la protection des consommateurs.

Nous travaillons aussi sur l'accès universel à internet. Et le GAC s'est centré par exemple sur l'introduction des IDN, c'est-à-dire noms de domaine multilingues. Et le GAC a un groupe qui se

consacre justement au suivi de tout ce qui peut affecter les pays dans les régions les moins développées du monde, pour les questions liées à tout cela.

Nous nous focalisons aussi sur la relation qui existe entre les gestionnaires de TLD et les gouvernements dans les pays. Vous savez que certains ccTLD sont gérés par les gouvernements, mais dans d'autres pays ils sont gérés par des entités indépendantes. Donc il y a une représentation du pays qui est nécessaire, et cela a donné lieu à beaucoup de travail pour le GAC. Le GAC a présenté des principes pour l'administration et la délégation des ccTLD en 2005 et il les a adaptés à l'introduction des ccTLD faite par les chaînes d'IDNS.

Et nous analysons aussi tout ce qui concerne la confidentialité et la protection de la vie privée ; et dans ce sens, le GAC a accordé des principes concernant le WHOIS en 2007, principes que nous utilisons encore actuellement, et concernant l'introduction d'un nouveau système qui devrait remplacer le système du WHOIS.

Ces derniers temps, nous nous occupons aussi de la protection de marques, de droits d'auteurs et de différents identificateurs. Par exemple, dans ce domaine, tous les membres du GAC ne soutiennent pas certains principes. Nous avons beaucoup travaillé sur le problème de la protection des indications

géographiques et de noms politiques, culturels géographiques et des acronymes.

Alors comment est-ce que nous travaillons? Le GAC a ses propres principes opérationnels, les statuts reconnaissent l'autonomie du GAC dans ce sens pour avoir ses propres procédures.

Donc nous avons nos propres principes opérationnels qui sont révisés actuellement parce que nous devons les ajuster, les adapter aux nouvelles fonctions que le GAC va avoir dans les nouveaux mécanismes de communauté habilitée.

Dans le GAC, nous essayons de parvenir à un consensus toujours, dans la mesure où nous essayons d'obtenir un accord du niveau du GAC. La seule instance dans laquelle nous votons c'est lorsque nous devons élire les responsables de notre groupe.

Les principes dans ce sens indiquent, et selon les dernières révisions que nous avons faites, se basent sur le consensus. De nouveau nous prenons nos décisions par consensus.

En 2010, le GAC a commencé à avoir des réunions gouvernementales de haut niveau. La première de ce type a eu lieu lors de la réunion d'ICANN qui a eu lieu au Canada, et ensuite à Londres, et la dernière a eu lieu à Marrakech. La

prochaine réunion de haut niveau aura lieu en 2018. Ces réunions visent à sensibiliser les officiers, les fonctionnaires de haut niveau, au niveau ministériel, au niveau de l'État, pour qu'ils comprennent un peu comment fonctionne le modèle multipartite et pour qu'ils expriment leurs opinions concernant ICANN et la gouvernance de l'Internet en général.

Le GAC a plusieurs groupes de travail. Nous avons des groupes de travail dans les régions mal desservies, sur la protection des chaînes, certaines chaînes géographiques, et nous avons aussi un groupe de travail sur la sécurité publique. C'est un des groupes de travail les plus actifs je dirais, et c'est un des groupes de travail les plus importants du GAC.

Il y a un autre groupe de travail sur la participation du GAC au sein du groupe des NomCom et un autre groupe de travail sur la législation internationale et les droits de l'homme.

Le GAC participe aussi aux groupes de travail intercommunautaires, à savoir le CCWG sur la responsabilité et la transparence pour la transition des fonctions IANA. Mais aussi d'autres groupes de travail intercommunautaires qui peuvent être créés dans le futur qui nous intéresseraient.

Nous participons aussi aux PDP qui sont élaborés par la ccNSO et la GNSO. PDP veut dire processus de développement de politiques et c'est la façon dont ICANN produit des normes. Ils

suivent un processus ascendant. Ces décisions sont proposées par la communauté et le GAC a été sollicité à plusieurs reprises pour contribuer de manière précoce dans ce processus plutôt que d'arriver à la fin dans ce processus en donnant un avis au conseil. Et c'est ce que nous essayons de faire.

Le GAC a aussi été sollicité, et on lui a demandé d'être plus transparent, et c'est pour cela que nous n'avons plus de réunion fermée. Au début nous avons des réunions à huis clos, maintenant nos réunions sont ouvertes, tout le monde peut y assister, même lorsque nous rédigeons notre communiqué.

Ce communiqué est la partie la plus visible. Et pour le GAC de présenter son avis, le communiqué est présenté à la fin de chaque réunion du GAC. Le GAC se réunit à chaque réunion de l'ICANN, mais ce n'est pas la seule façon pour le GAC de préparer ces avis, il peut le faire aussi à travers de lettres rédigées par son président, et d'autres déclarations, comme celle que j'ai mentionnée tout à l'heure concernant l'administration des ccTLD et autre.

Ces avis, en général, sont de niveau général, ils ne rentrent pas trop dans le détail précisément parce que nous devons parvenir à un consensus. Donc si on veut parvenir à un consensus, des fois il est impossible que tout le monde parvienne à un accord sur les détails.

Ensuite, nous avons un financement des voyages qui est offert par ICANN et qui permet à 35 membres de venir aux réunions d'ICANN, sans dépenses de leur part, et 5 observateurs qui viennent aux réunions d'ICANN de la même façon.

Enfin, si vous voulez en savoir davantage sur le GAC je vous invite à vous rendre sur notre site internet, vous le trouverez sur le site d'ICANN. Et si vous voulez entrer directement dans le site c'est www.gac.icann.org.

J'ai fini, je vous remercie.

GAC, comité consultatif gouvernemental en français.

Je serais ravie de répondre à vos questions si vous en avez.
Merci.

SIRANUSH VARDANYAN: Merci Gema. Je crois que nous allons avoir des questions à vous poser. Oui, on va commencer de ce côté.

NON IDENTIFIE: Bonjour, je suis [Hadia], je suis boursière, je viens pour la première fois, mais je ne suis pas une nouvelle arrivante. Ma question est la suivante : à votre avis, quel est l'impact que le GAC peut avoir et les avis du GAc peuvent avoir ?

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: Je considère les avis du GAC comme des avis qui ont un poids, qui ont une certaine influence. Parce que nous présentons la vision des politiques publiques à ICANN.

Et, comme je l'ai dit, même si ICANN s'occupe de la partie technique de l'internet, c'est-à-dire les noms de domaine, les adresses IP, et règlemente tout cela à travers des contrats, il y a quand même certains aspects dans lesquels les réglementations ont un impact sur les politiques publiques et sur l'intérêt public, comme par exemple la confidentialité, la protection de la vie privée, la protection des identités culturelles.

Et cela signifie que, parfois, on doit punir des délits, la partie de l'application de la loi doit savoir qui est responsable d'un délit commis contre une base de données par exemple.

Et je peux vous dire que notre avis a beaucoup de poids, beaucoup d'importance, un impact. Et le conseil, traditionnellement, a prêté beaucoup d'attention à nos avis. À travers ces avis, nous montrons que nous ne sommes pas toujours d'accord avec le conseil. Le conseil s'intéresse vraiment à ce que nous disons.

Dernièrement, ça a été plus difficile pour le conseil d'accepter nos avis, et donc nous affrontons ce problème pour des questions de procédure je dirais, parce que nous arrivons à la fin du processus et le conseil se trouve bloqué entre les avis

différents, les avis de la communauté, de la ccNSO, la GNSO et l'avis du GAC. Et le conseil se trouve dans une position différente. Il ne peut pas satisfaire tout le monde bien sûr.

NON IDENTIFIE:

Ma question est : le GAC n'élabore pas de politique, c'est la communauté qui élaborer des politiques, et le GAC doit donner son avis, c'est tout. Donc je ne vois pas très bien cela. Et à mon avis il y a un conflit entre ce que fait le GAC et ce que fait la communauté. Parce que finalement les politiques sont élaborées par la communauté, et l'opinion du GAC et l'opinion d'autres comités consultatifs portent sur les politiques.

Donc ce pourrait être un conflit des autres comités consultatifs avec le GAC par exemple, cela pourrait arriver.

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: Oui. Nous allons travailler sur différentes questions d'abord. En général, ce n'est pas l'opinion du GAC, je veux dire il n'y a pas de conflit entre les comités consultatifs. Non. Parce que SSAC par exemple, s'occupe de la partie très technique, et nous respectons ce qu'ils disent en général, parce que ce sont eux les experts en questions techniques, ce n'est pas nous.

Et très souvent, nous avons des opinions qui sont en ligne de celles des opinions d'ALAC.

SIRANUSH VARDANYAN: Gema, ALAC est le comité consultatif At-Large, je vais vous demander de ne pas utiliser d'acronyme parce qu'ici nous travaillons avec une équipe de nouveaux arrivants et ils ne savent pas de quoi vous parlez. Donc évitez, dans la mesure du possible d'utiliser des acronymes sans spécifier et nous dire de quoi il s'agit.

Bien, allez-y.

SIMON: Simon, du Bangladesh. Merci. C'était très intéressant. Il y avait des choses que nous ne comprenions pas sur le GAC et que maintenant nous comprenons. Je regardais sur le site, et je constatais que personne ne représente mon pays au GAC. Alors est-ce que vous pensez, est-ce que vous permettez que quelqu'un d'autre de ce pays soit un membre du GAC pour représenter mon pays ?

Deuxième question comment, quel est le message que je peux présenter à mon gouvernement ? À une époque, j'étais un régulateur, donc quel est le message que je peux avoir de votre part à présenter pour présenter à mon gouvernement pour devenir un membre du GAC pour la prochaine réunion ?

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: De quel pays vous venez ?

SIMON: Du Bangladesh.

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: D'accord. Oui, il y a plusieurs pays et territoires qui ne sont pas encore des membres du GAC, certains pays ne sont pas représentés au GAC.

Le GAC avec ICANN fait des efforts de sensibilisation, de façon à inviter d'autres pays à devenir des membres du GAC.

Peut-être que vous pouvez aller voir les responsables de gouvernement dans votre pays, leur en parler et les persuader qu'il devrait y avoir un représentant au sein du GAC et leur dire que cela va leur permettre d'aborder ou de participer à des décisions.

Parce qu'il peut y avoir des questions comme des politiques par exemple qui vont affecter directement les personnes de votre région, qui vont avoir un impact sur le ccTLD de votre pays. Parce que c'est aussi une manière de savoir aussi comment fonctionne le modèle multipartite, qui est un modèle qui...

C'est finalement le nouveau paradigme, la nouvelle manière de mettre en œuvre des relations au niveau international. Et je pense que le système de coordination au sein d'internet

fonctionne comme cela. Si votre gouvernement est intéressé par la gouvernance de l'internet, et je pense que c'est le cas, vous devriez essayer; et apprendre et comprendre comment fonctionne ce système de participation équitable

ICANN est une expérience très intéressante pour apprendre comment fonctionne ce modèle multipartite. Je pense que ça peut vous être utile dans ce sens.

SIRANUSH VARDANYAN: (Andrew et Utha)

ANDREW: Merci Gema pour votre présentation. Je m'appelle (Andrew), je suis boursière, je viens de Fidji et je sais que Fidji est représenté au GAC, les îles Fidji sont représentées au GAC. Vous avez parlé de la protection des consommateurs, est-ce que le GAC invite le conseil de protection des consommateurs du monde entier, et si c'est le cas, comment est-ce que vous gérez les différences entre les gouvernements et les conseils de protection des consommateurs des différents gouvernements.

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: Lorsque vous parlez de conseil, vous parlez des personnes non pas qui sont responsables des consommateurs au sein des gouvernements, mais...

(Hors micro)

Je sais qu'il y avait une organisation internationale qui se consacrait à la protection des consommateurs et je sais qu'elle est représentée au GAC. Mais certains des membres du GAC viennent de secteurs gouvernementaux en termes de protection du consommateur.

Donc tout cela va dans l'intérêt des consommateurs. Les membres du GAC représentent différents secteurs des gouvernements, parce que chaque pays peut décider les représentants qu'il veut envoyer au GAC.

Mais, il y a des gens qui viennent du secteur de la protection des consommateurs, et des gens qui viennent des ministères de la Technologie, des ministères de l'économie, ou des ministères des Affaires étrangères. Il y a aussi des gens qui travaillent dans le domaine de la protection de données. On a vraiment un large éventail de représentation au sein du GAC et un large éventail d'intérêts représentés.

SIRANUSH VARDANYAN: Il y avait un commentaire donné par Albert Daniels qui est responsable de la protection des consommateurs. Il y a 12 pays des Caraïbes au GAC et un autre pays vient de demander d’être inclus aussi.

DAVID: Merci pour votre présentation. Je m’appelle David, je suis boursier, c’est la première fois que je viens à une réunion d’ICANN. Vous avez dit que vous pensiez que le GAC avait une perspective suffisamment solide, et que le conseil tenait compte de son avis.

Ma question, et personnellement je comprends que vous représentez le GAC, mais est-ce que vous pensez que le GAC devrait avoir un rôle plus important dans la structure de l’ICANN ? Ou est-ce que vous pensez que la façon dont fonctionne le GAC maintenant est correcte ? En tout cas, ma question est : est-ce que vous pensez que le GAC pourrait avoir davantage de place dans la structure de l’ICANN ?

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: Je pense que c’est bien, nous avons un rôle consultatif. Et puisque la plupart des problèmes dont s’occupe ICANN sont souvent de nature technique ou opérationnelle, nous n’avons pas besoin d’interférer dans ce domaine-là, la partie technique.

Mais pour ce qui est de ce qui concerne les politiques et les politiques publiques et l'intérêt public, un rôle consultatif suffit je dirais. Et il est important que lorsque l'intérêt public risque d'être affecté, toutes les parties de la communauté vont participer et vont essayer de mettre en œuvre un dialogue constructif pour parvenir à un accord qui va satisfaire toutes les parties intéressées.

À mon avis, ce qui pourrait être critiquable, mais c'est mon opinion personnelle, c'est la façon dont le GAC prend ses décisions. Le fait que nous dépendions de l'unanimité pour présenter nos avis nous empêche parfois de donner notre avis, d'opiner sur des questions sur lesquelles tous les observateurs et tous les membres n'ont pas un point de vue commun.

Donc parfois, nous avons un petit nombre de pays ou d'observateurs qui risquent de bloquer les décisions prises. Et de mon opinion, à mon avis, cela empêche le GAC de remplir vraiment son rôle. Parce que si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord, nous ne pouvons pas présenter un avis. Cela empêche ICANN de recevoir notre contribution du point de vue des politiques publiques.

Donc ce n'est pas que nous demandons d'avoir davantage de rôle au sein d'ICANN, mais je pense qu'on devrait avoir une

manière un peu plus flexible de prendre des décisions au sein du GAC. Voilà, merci.

NON IDENTIFIE:

Merci, je viens de Géorgie. Et j'ai deux questions. La première est liée aux activités du GAC au cours de la dernière année. Et quels sont les avis les plus importants du GAC de ces dernières années.

Et ensuite la responsabilité des observateurs. Je voudrais savoir quelle est la responsabilité de ces observateurs, comment est-ce qu'ils travaillent, comment ils représentent leur pays. Merci.

GEMA CAMPILLOS GONZALEZ: En ce qui concerne les avis du GAC ces dernières années. Donc l'année dernière, en 2016, je peux vous dire que les réunions les plus importantes, la réunion la plus importante est celle qui a eu lieu à Marrakech au mois de mars l'année dernière, parce que c'est là que le GAC a ratifié, ou n'a pas exprimé d'objection concernant la transition, et les propositions faites par le groupe de travail intercommunautaire sur la responsabilité.

Je pense que c'est un des moments les plus historiques pour le GAC parce qu'il a présenté son feu vert à la nouvelle structure d'ICANN.

À part cela, nous présentons aussi des avis à propos de choses qui sont importantes pour les gouvernements. Il s'agit des codes à deuxième caractère au deuxième niveau. Le GAC devait présenter un avis là-dessus, et le GAC avait déjà présenté son avis en 2016,

Et au mois de décembre l'année dernière ICANN a mis fin à ce travail. Et ICANN a dit qu'il tenait compte de notre travail et la plupart des membres du GAC pensent qu'ils étaient contre l'avis du GAC concernant ce thème-là.

Et en ce qui concerne la responsabilité des observateurs, je ne sais pas si j'ai bien compris votre question...

Les observateurs, d'accord. Ils représentent les intérêts régionaux. Par exemple, il y a quelques organisations représentées au GAC, des observateurs qui viennent d'Afrique, d'Asie et d'Amérique qui siègent au GAC. Des fois, ils représentent les pays qui ne sont pas représentés, comme par exemple dans le cas du Bangladesh. Je pense qu'ils sont très utiles parce qu'ils représentent des intérêts parfois d'une région. Et dans le cas des organisations sectorielles comme l'UNESCO, ou le comité international de la Croix Rouge, ils peuvent informer le GAC et nous dire, et participer aux débats, et nous faire part de certains détails concernant le travail qu'ils réalisent sur le terrain.

Certains d'entre eux ont été spécialement affectés par la nouvelle série de nouveau gTLD, par exemple le comité de la Croix Rouge et Croissant Rouge, et l'ensemble des OIG parce qu'ils voulaient avoir leurs propres acronymes et que leur nom et leurs acronymes soient protégés au niveau supérieur, au premier niveau et au deuxième niveau. Donc ils ont plaidé pour cette protection. Ils ont un rôle à jouer dans ce sens. Et l'organisation de protection des droits d'auteurs aussi, le WIPO, a été très actif dans ce sens, et il peut dire, parler au GAC de l'aspect législatif au niveau international, et de tout ce qui concerne la ratification de certains accords. Ils jouent un rôle important.

SIRANUSH VARDANYAN:

Je sais qu'il y a beaucoup de questions qui sont destinées à Gema. Le membre du GAC qui nous fait sa présentation ici est déjà un petit peu en retard. Donc je vais demander à notre prochain orateur de venir prendre sa place, et je demanderais à tous les boursiers d'écrire à Gema si vous avez des questions à lui poser. Vous me donnez ces questions, vous m'envoyez ces questions, et nous les ferons parvenir aux membres du GAC, et nous nous assurerons que vous aillez une réponse à ces questions. Pendant ces journées de réunion, vous pouvez allez voir le GAC, vous pouvez essayer de comprendre ce qu'il se

passer, poser des questions aux membres du GAC aussi, et vous aurez des réponses.

Bien, nous remercions Gema d'être venue et nous vous enverrons les questions que nous allons recueillir auprès des participants.

Je vais maintenant donner la parole à Richard Lamb qui est membre du personnel de l'ICANN et qui va nous parler des problèmes de sécurité et d'abus du DNS.

Richard aura 50 minutes pour aborder cette question. J'espère que Richard fera une petite présentation au début, on ne va pas faire tout le PowerPoint qui comporte plus de 100 diapositives, mais il y aura sans doute beaucoup de questions pour Richard.

Oui, c'est vrai que Richard veut être debout, il n'aime pas être assis pour faire sa présentation.

RICHARD LAMB:

Merci, c'était une très bonne présentation. C'est très difficile de suivre la présentation du GAC, de venir après Gema. J'ai beaucoup appris de ce qu'elle a dit.

Est-ce que vous avez mes diapos ? Parfait.

Oui, donc allez jusqu'à la fin, je vais revenir en arrière. Et faire ma présentation à l'envers. Parce que moi je suis ingénieur, mais

à une époque je me sentais très heureux, je sentais qu'il y avait beaucoup à faire comme start-up, des sociétés, c'était ce que je faisais, je pensais que c'était tout simple. Je travaillais pour le département du commerce des États-Unis aussi pendant un moment, donc j'étais fonctionnaire gouvernemental et c'était vraiment difficile. Or, j'ai appris, ou j'espère avoir appris, si je vois des personnes qui s'endorment je saurais que je n'ai rien appris, mais on m'a dit qu'il faut écrire dans le style des journaux, de commencer par la fin. Qu'est-ce qui intéresse les personnes pourquoi elles sont là.

Je vais parler de l'application de la loi, de l'ICANN, des forces de l'ordre. En tout cas, je vous vois tous, je pense que vous comprenez les aspects techniques du DNS. On va sauter les informations de base, et je commencerais à vous expliquer certains des cas d'abus que nous avons vus récemment.

J'espère qu'on pourra avoir ma présentation à l'écran.

En tout cas, la cyber sécurité est très discutée de nos jours. Qui est-ce qui a entendu parler de Avalanche ? Qui a entendu parler des attaques DYN ? Très bien. Certains de vous je pense ont du assister à la journée technique de la ccNSO. Il y a eu deux présentations récentes lors de cette séance. Ce qui nous intéresse, c'est ce qu'il se passe maintenant. C'est ce que me disent les jeunes en tout cas.

L'attaque DYN, les personnes disaient que c'était une attaque de l'internet des objets, moi, je déteste ce terme, c'est l'internet des choses. Mais ce n'est pas ça qui est important. C'était des attaques qui étaient configurées comme des attaques. Et pour moi ce qui est important et c'est ce que l'ICANN peut vous aider à aborder, est de faire que les personnes craignent ces technologies. Je parle ici de politiques américaines, mais les politiques ont peur maintenant de ce type d'abus.

Les politiques américaines aiment mettre à l'écran, ils aiment la presse, ils aiment passer à la télé, on dirait qu'ils font quelque chose si on les voit. Et lors d'une conférence récente à San Francisco, il y a eu une quantité de présentateurs ont dit que cette peur leur fera vouloir trop régler. Et ça va en finir avec la poule aux œufs d'or qu'étaient l'ICANN et le modèle.

On est le serveur racine préféré des personnes aujourd'hui. On n'est pas spéciaux, on n'a rien de spécial à l'ICANN, c'est ça qu'ils se disent. Et je pense que c'est ça notre apport le plus valable, c'est le fait de pouvoir aider les gouvernements, et les décideurs et les politiques à comprendre comment tout cela fonctionne.

Maintenant vous comprenez comment fonctionne le DNS, le nom, le numéro, comment on obtient des informations sur le

DNS à travers le WHOIS. Si je dis WHOIS, est-ce que vous savez ce que c'est ? Parfait.

Est-ce que les données WHOIS sont parfaites ? C'est très mauvais, n'est-ce pas ? Et c'est sur ça que nous travaillons.

C'est très ennuyant, c'est vrai, mais c'est ce que nous faisons à l'ICANN. Nous travaillons sur les politiques.

Il est probable que vous sachiez qu'il s'agit d'une lutte qui dure depuis très longtemps. Les forces de l'ordre disent qu'ils veulent appliquer des exigences aux personnes pour que les informations soient exactes. Et cela a un coût, bien sûr. Donc on leur répond qu'ils vont finir avec notre business s'ils font que tout le monde doit tout vérifier.

Ce n'est pas une question de savoir de quel côté on est, mais c'est une discussion qui est en cours. Mais entre-temps, on ne veut pas perdre du temps. Bon, ça fait une décennie qu'on discute de ces mêmes choses, on n'a rien accompli, qu'est-ce qu'on fait ici ?

Pour les attaques de Avalanche et de DYN, et toutes les attaques dans le passé en général, j'aurais voulu que John Crane, mon chef soit ici, mais il y a des personnes qui travaillent beaucoup sur les virus, les virus qui déconnectent le système, et on se demande pourquoi il fonctionne. Et bien il fonctionne parce

qu'ils travaillent vers la coopération. Je sais qu'on vous répète ça tout le temps, qu'il faut coopérer.

On consacre des heures et des heures à faire nos travaux, à discuter avec nos collègues pour maintenir cette coopération, pour maintenir ces canaux ouverts.

Donc on commence par Avalanche, qui était une attaque récente, du 30 novembre, où il y a eu l'Europol, l'Interpole, la police Suisse allemande qui ont trouvé qu'il y avait un problème et ils sont parvenus à trouver l'origine de cette attaque.

J'aurais voulu avoir la diapo à l'écran pour vous montrer un peu la coopération, mais il y a eu au moins entre 25 et 35 ccTLD et extensions géographiques qui ont collaboré avec des sociétés qui n'ont pas nécessairement des contrats multilatéraux avec les gouvernements, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de juridiction directe ; en tout cas ils ont des problèmes de juridiction, c'est ça que je veux dire.

Mais au moment de travailler ensemble contre ces attaques, on se connaît, tout le monde veut la même chose, que ce soit les Chinois ou les Américains qui ne sont pas toujours d'accord, ici, en matière d'internet, on veut tous la même chose, on a tous le même but, c'est de pouvoir connecter de n'importe où jusqu'à n'importe où.

C'était intéressant qu'une simple discussion, le fait de connaître une personne dans cette communauté leur a permis d'en finir avec beaucoup de sources d'attaques.

Moi, je ne suis pas expert en la matière, mais ça a pris plus de 6 mois de travail entre différents gouvernements, l'Europol, l'Interpol, mais c'était un système qui permettait aux attaquants de se connecter pour décider d'envoyer un tel logiciel malveillant, une attaque et un logiciel de hameçonnage à différentes personnes. Donc klik klik et distribué. Donc c'était vraiment très efficace comme attaque.

SIRANUSH VARDANYAN: Richard vous avez votre PowerPoint à l'écran, faites-moi savoir quelle est la diapo que vous voulez qu'on montre.

RICHARD LAMB: La fin. Je pourrais le faire si c'est compliqué. Oui, voilà.
Donc vous avez ici toute la présentation...

SIRANUSH VARDANYAN: Je vous la prépare, ne vous inquiétez pas.

RICHARD LAMB:

Avancez... Voilà. Ici on a les deux cas desquels je parle, l'attaque DYN, qui a commencé en aout, et on avait beaucoup d'attaques de ce type un peu plus tard. C'était une attaque qui a été dépistée à travers l'utilisation du DNS.

Je vais parler ici de quelques aspects techniques, mais c'est ça qui était intéressant ici, c'est le fait que le DNS, ce système qui est entre nous tous, entre tout ce que nous faisons, les noms, les numéros, c'est ce qui leur a permis d'identifier ce problème.

On a toujours cet exemple de (inaudible) .COM, mais ici, regardez la première partie des noms de domaine, c'est un peu bizarre, ça vous fait faire attention. Comme vous saurez peut-être, c'est typiquement la manière dont les machines de réseaux zombie contrôlent et communiquent à travers le système. Donc on voit des noms de domaine bizarres comme ça qu'ils utilisent pour communiquer.

Je sais que ce lien ne parait pas être un bon lien, mais je vous encourage à accéder aux présentations de la ccNSO qui sont en ligne et qui ont été élaborées par des personnes qui comprennent comment ça se passe et de quoi il s'agit.

En ce qui concerne le DYN, les personnes disaient que c'était une attaque de l'internet des choses, des objets, mais la racine des mots de passe était toujours des 8 par exemple, ou des numéros comme ça par défaut. Mais cette attaque n'est pas une

défaillance de l'internet des objets, ça veut tout simplement dire qu'il y a des personnes qui sont maintenant alertes, qu'il y a des normes de sécurité qui ont été mises en œuvre.

Et donc ici, je répète ce que l'on m'a dit, mais il se pourrait qu'il y ait des débilites ou des faiblesses des fabricants de logiciels qui devraient être abordées. Ce n'est pas nous qui prenons ce type de décisions.

Et de plus en plus de personnes se penchent vers l'ICANN parce que ce sont des personnes qui comprennent les aspects de politique. Non pas seulement les aspects gouvernementaux et politiques, mais les aspects techniques. Ils viennent nous demander quel est notre avis, et nous on dit : je ne sais pas, c'est pas moi qui aie développé ce système. Mais ce n'est pas ça qui nous intéresse. Il faut savoir qu'ici on a une bonne occasion d'avoir un impact sur l'avenir.

Bon, dans l'attaque DYN, même la concurrence a collaboré. Et c'est intéressant, on voit ça très souvent sur internet, deux sociétés qui sont concurrentes, qui se rendent compte qu'il y a un problème, que les deux auront un problème commun et qu'il vaut mieux qu'elles travaillent pour résoudre ce problème ensemble.

Siranush, je promets d'essayer de rester dans le temps qui m'a été allouée, mais j'ai ici un autre exemple.

Gmail, Google Mail, Yahoo Mail, les serveurs de courriers électroniques de Chine, tous ces serveurs communiquent entre eux. Et je vois des experts ici dans la salle qui pourraient nous l'expliquer mieux que moi. Mais pour communiquer il faut que le système soit digne de confiance pour les consommateurs, que les consommateurs l'utilisent. Ils se réunissent à différentes réunions du type de celle où on est en ce moment pour décider de sécuriser, de verrouiller ces connexions entre eux. Ils sont forcés de coopérer. Moi, c'est ça que j'aime sur internet, on n'a pas vraiment le choix.

Donc ici on a les attaques DYN et Avalanche. L'attaque d'Avalanche était un exemple de bonne coopération. Donc je vous encourage vraiment à lire ces documents. Je mets vraiment l'accent sur la coopération parce qu'il y a des gens qui se disent : moi, la coopération, ça m'est égal, je suis dans mon laboratoire, je travaille sur ma prochaine start-up, j'essaye d'obtenir les fonds. Mais ici vous voyez un exemple de comment fonctionne la coopération. C'est la seule manière de fonctionner.

Les contrats multilatéraux, les contrats gouvernementaux prennent des mois à être traités, et vous perdez des mois dont vous auriez pu profiter pour en finir avec cette attaque.

C'est comme ça que cette attaque prospère.

Mais avec les ccTLD ou les opérateurs de registre, c'est ça qu'il faut faire, il faut se dire : regardez on a un problème, on voit qu'il y a des attaques, comment peut-on s'aider ?

Et Avalanche en était un tel exemple. Des centaines de millions de dollars. Le DNS a été utilisé comme moyen pour communiquer encore une fois avec des noms de domaine très bizarres. Comment peut-on en finir avec type d'attaque ?

Est-ce qu'on peut revenir un peu en arrière ? D'accord.

Avant de vous raconter comment on a fini avec cette attaque, ici vous avez des informations qui sont assez récentes, et les problèmes que nous voyons à l'heure actuelle en général sur internet en matière de cyber sécurité, sont le Ransom logiciel, mais il y a également un compromis des adresses électroniques commerciales.

Vous l'avez vu ? Bien. Ce BEC est un autre terme pour le hameçonnage, le fishing. Ça date même de la création de l'internet je pense. Ce sont des personnes qui envoient des mails à d'autres personnes pour leur demander de payer des factures. C'est exactement ça. C'est tout bête. Et regardez, il y a un B ici, il y a un B.

Quels sont les exemples qu'ils fournissent ? Et je pense que je pourrais en parler publiquement, ce n'est pas un problème, des

fois les victimes viennent nous dire : oui, allez-y racontez cette histoire à tout le monde parce que cela pourrait être utile pour les autres. Or, la différence entre maintenant et il y a 20 ans ou 10 ans, lorsque l'on n'avait que des mails et des problèmes de hameçonnage, et maintenant qu'on a des liens de réseau socio, on a beaucoup de ressources, c'est que les personnes peuvent faire davantage de recherche.

Ici ce n'est pas une question de hameçonnage, c'est très ciblé, ce n'est pas du spam qu'on reçoit, ce sont des personnes qui choisissent une personne, qui la trouvent, qui cherchent qui est le cerveau de la société, quel est le nom de domaine de la société, quels sont les responsables. Et puis le PDG, soi-disant, envoie un mail. Parce que tout le monde peut créer des adresses email comme ils veulent.

C'est tout simple, c'est facile. Vous pouvez dire de l'Élysée, ou de la maison Blanche, vous pouvez dire TRUMP@WHITEHOUSE.COM. C'est très difficile de dire si c'est la vraie adresse ou pas.

Pour une facture, il faut avoir différents échanges. Ils cherchent l'adresse du PDG et l'adresse du directeur financier. Et si dans ce cas-là il y a par exemple une entreprise qui n'a pas beaucoup de fonds et on leur demande de payer 25 000 dollars pour un tel service qui n'existe pas.

Vous savez que lorsqu'on fait des virements, on déclenche des systèmes qui font sonner quelques certaines alertes. Heureusement, ici, le responsable a appelé l'autre et lui a dit : est-ce que tu es sûr de vouloir ce paiement. Et l'autre dit bien sûr que je suis sûr. Imaginez que le gouvernement vous appelle, vous êtes une société, on vous appelle pour vous demandez, et qu'est-ce que qvous allez dire ? On n'a pas vraiment le choix.

Je suppose que le responsable gouvernemental a demandé au CFO, au directeur financier s'il était vraiment sûr de vouloir faire ce virement. Il l'a persuadé de consulter cela avec le PDG, il y a eu du silence au téléphone. On entendait des cris au fond, et puis le responsable financier a repris le téléphone et l'a remercié à l'agent de police. Il a dit : vous m'avez vraiment sauvé.

Donc l'attaquant avait acheté des noms de domaine avec un l en plus par exemple. Donc lorsque l'on regarde sur le mail, on ne se rend pas compte parce que c'est un petit point de différence.

Toutes ces attaques sont vieilles, elles sont toujours très populaires. Ce n'est pas le type de spam qu'on voyait généralement, ce sont des mails qui ont l'air de venir de quelqu'un que vous connaissez, qui ont l'air d'avoir des vraies informations.

Et donc on travaille pour renforcer la sécurité par courriers électroniques. Moi, je travaille sur le DNSSEC. Je pense que les

manières de verrouiller et de signer numériquement plus de mails par exemple, et que les personnes qui disent quelque chose, le disent vraiment, même si ça ne pourrait pas nous aider vraiment. Si on ajoute un I, on ne se rendra pas compte de ce qu'est l'attaque. Moi, je ne ferais pas attention, ça aura l'air d'être la même chose.

Et puis on a vraiment aussi certaines des mêmes choses. On a l'attaque de déni de service distribué, qui était vraiment très très difficile à résoudre. Il y a beaucoup d'attaques où les personnes utilisent votre bande, et on continue de vous demander des questions, jusqu'à ce que vous ne puissiez plus répondre.

Certaines des vieilles techniques fonctionnent toujours.

Est-ce qu'on peut revenir au début des diapos. Première diapo. Au début de la présentation. Oui, bien. Encore une autre.

Tout ce matériel m'a été envoyé par mon collègue Dave Piscatello. Si jamais vous voyez des présentations de Dave, vous allez voir qu'il est beaucoup plus amusant que moi, lui il adore ce type de travail, c'est lui qui le présente mieux que moi.

Vous connaissez tous cette image, on a tous fait ce type de gribouillis en train de prendre un café ou on essaye d'expliquer où on en est par exemple. Donc voyez ici, il y a les fournisseurs de service internet, ici il y a les autres acteurs. Le problème est

que l'écosystème est vraiment très grand, il y a beaucoup de secteurs. L'internet des objets fait qu'on soit partout maintenant.

Ici on a les différentes parties, Il faut que l'internet soit connecté. Donc on a la fréquence, des systèmes adresses, des aspects qui ne sont pas de la responsabilité de l'ICANN, un peu l'ICANN, l'IPS c'est l'ICANN, le nom de domaine c'est l'ICANN, les App non. Bon, et voilà. Nous voilà.

Qu'est-ce qu'on fait ? On fait des choses toutes simples ici : nom de domaine, adresse IP, des politiques. Bien. J'ai dit au début qu'on peut aider les forces de l'ordre à comprendre. Moi, je voyage autour du monde pour faire des formations. En général ce sont des formations techniques, mais on nous demande de plus en plus de formations juridiques pour les policiers.

Je n'expliquerais pas cela, vous connaissez déjà le système des noms de domaine. Mais c'est ça que j'ai présenté. On connaît tous les noms de domaine de premier niveau. On continue.

Vous voyez qu'on avance rapidement.

J'explique ici qui sont les opérateurs de registre. Ici, on voit deux informations. Des fois les forces de l'ordre ne comprennent pas que l'ICANN n'a pas, n'a rien à faire en fait au sujet des ccTLD. Tout ce qu'on peut faire, c'est de leur fournir un espace partout

dans le monde, trois fois par an, où les personnes peuvent se réunir et prendre des cocktails.

C'est ça, vous rigolez mais c'est vrai que c'est valable aussi. Ça a une valeur que de leur proposer un espace.

Auparavant, on avait beaucoup de responsables d'application de la loi et l'exigence c'était que les personnes devaient se réunir avec les autres, c'était tout ce qu'on demandait de leur part.

Le département de la justice des États-Unis avait un employé qui s'appelait Tony qui voyageait, qui allait voir les serveurs, qui était en contact avec les personnes. Et il disait périodiquement que l'on aurait pu avoir des contrats multilatéraux ou des accords internationaux avec les organisations à Genève, et avoir des processus juridiques en place, qui sont toujours nécessaires bien sûr.

Et puis une fois qu'on aurait trouvé un attaquant et qu'on aurait vu que quelqu'un nous attaquait, on aurait dû l'informer et faire passer des communications et des notifications aux autres parties pour obtenir l'autorisation d'intenter un procès contre ces personnes dans leur propre pays par exemple, ou pour en finir avec leur attaque.

Mais cela prend du temps, et l'attaquant ne sera plus là au moment où on y sera parvenu. Parce que ça va nous prendre des semaines.

Mais ici, ce qui était important était de savoir que si on nous appelle du gouvernement un samedi soir à 22 h, vous êtes à la maison avec les enfants. Est-ce que vous allez répondre à cet appel ? Bien sûr que non. On n'est pas connecté au travail.

Mais si c'est mon pote Joe de l'Estonie avec qui j'ai partagé du temps, avec qui on a pris un pot lors d'une conférence, on va dire : ha ! Joe, ça va ? Et Joe va me dire : vous savez, on a un vrai problème, on voit ce type d'attaque, on voit des scans. Il y a des services et des communications qui viennent de vos serveurs aux États-Unis qui nous semblent un peu bizarres, qu'en savez-vous ?

Tony n'était pas estonien, il était de Trinité et Tobago, mais peu importe. Donc vous lui dites : bon oui, laissez-moi voir ce que je peux faire. Vous vous renseignez, vous essayez de trouver des preuves au moins pour lui faire parvenir des informations. C'est comme ça que ça fonctionne.

Moi je travaille pour l'ICANN, je l'ai dit, mais le processus multipartite ascendant, vous voyez, est ce qu'il y a de plus valable. Parce que je viens de vous donner un exemple classique de ce type de modèle.

NON IDENTIFIE:

[Jade], merci, je suis boursier et j'ai une question. Vous avez dit que cela prend du temps de suivre ce mécanisme pour trouver les centres de contrôle et les commandes. Mais dans le secteur commercial, il y a [A FIVE] par exemple qui fournit des services de sécurité. Il propose un grand service à leurs consommateurs pour identifier les attaques d'hameçonnage sur les sites web de leurs clients, ils ont des accords avec les différentes couches, les différents niveaux. C'est-à-dire que les personnes qui opèrent les trafics dans le backbone peuvent mettre en suspension ce site web dans les 3 ou 4 heures. Alors qu'en Chine cela prend huit heures.

Pourquoi serait-il aussi difficile que ça? Je ne dis pas pour l'ICANN, mais pour une organisation mondiale, ou même gouvernementale, pourquoi serait-il aussi difficile de mettre en œuvre ce type de système qui ne cible pas les personnes derrière le centre de contrôle ou de commande, mais que l'on peut arrêter le trafic quelque part? Et qu'on le fasse à travers une cible dans le backbone plutôt que directement sur le nom de domaine.

RICHARD LAMB:

C'est intéressant ce que vous dites. D'une part, je dirais que vous faites allusion ici à ce que l'on appelle la liste de blocage, la Bloc

klist. Il y a beaucoup de sociétés comme Spam House, par exemple, qui ont une liste qu'ils ont créée de leur propre gré, à travers les contributions des personnes qui apportent ces informations pour la liste.

Donc on a une liste, la liste noire, et les personnes qui engagent ces services reçoivent cette liste et les personnes vont se dire : bien je reçois un tel mail de telle adresse de DNS qui est présente dans la liste noire, poum, bloqué.

Mais les listes de bloc ne fonctionnent pas contre les réseaux zombie. Les réseaux zombie changent d'adresse constamment si elles rentrent dans la liste noire. C'est une solution à court terme, je suis d'accord, mais ce n'est pas une solution à long terme.

NON IDENTIFIE [Jade]:

Je suis d'accord, c'est vrai. C'est pourquoi j'ai dit que, au moment où on trouve l'attaquant, tout ce qu'on peut faire est de bloquer le trafic qui sort de l'attaquant. Ce serait une première mesure. Et la solution serait de trouver les personnes et de finir avec leurs services. Mais vous savez que dans 80 % des cas, ce n'est pas le cas. Les attaquants et les hackers ont très intelligents.

RICHARD LAMB: Oui, c'est un véritable problème, mais il n'y a pas de solution définitive contre ce problème. Peut-être que vous êtes d'un autre avis, mais l'idée au sein de la communauté est qu'une fois que vous aurez...

Ce que vous décrivez serait très bien si c'était applicable à un niveau où on aurait des entités gouvernementales dignes de confiance qui rassemble toutes les informations de ces groupes et qui agissent conformément.

Or qui décide comment elles agissent ? C'est une question de diplomatie finalement...

NON IDENTIFIE [Jade]: Et c'était ma question.

RICHARD LAMB: C'est difficile. Ce n'est pas que je m'oppose, bien que vous allez entendre beaucoup de collègues qui parlent de systèmes ascendant ou descendant.

Donc ce que vous dites est un peu descendant bien que les informations vous arrivent de manière ascendante. Donc j'aime bien ce commentaire.

C'est un peu difficile, et c'est exactement le type de discussions que l'on tient d'habitude, mais il y a beaucoup d'exemples où ça

n'a pas fonctionné, où on essaye de coordonner avec les gouvernements. Par exemple pour les mots de passe. Chacun a sa puce qui est intégrée. L'idée à la base est correcte.

Mettons qu'il y a l'Allemagne qui a la clef principale dans sa chaîne, dans l'infrastructure publique de clefs principale, et c'est eux qui décident comment les clefs seront verrouillées et ce sera eux qui vérifieront les clefs, les signatures et les données.

Et personne ne va suivre les décisions d'un autre pays, c'est une question de diplomatie, comment pourrait-on céder ce contrôle à un autre pays ? Singapour par exemple, Singapour est comme la Suisse de l'Asie, mais il faudrait que l'on délègue ce contrôle à Singapour ?

Donc il y a une initiative de l'[UIT] qui s'appelle Impact et l'initiative essaye de recueillir toutes ces informations dans un seul document.

Mais pour l'instant, qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui pour résoudre ces problèmes ? L'un des concepts que je veux mettre en valeur ici est le fait que l'application de la loi a besoin de notre aide, et ce n'est pas nécessairement quelque chose de mauvais.

C'est difficile d'expliquer cela aux ingénieurs parce qu'ils sentent toujours que les forces de l'ordre sont contre eux. Le gouvernement arf. Oui, allez-y monsieur.

NON IDENTIFIE: [Inaudible] Les nouvelles démocraties et, justement l'application de la loi et je voudrais que vous parliez de cela dans ces pays.

RICHARD LAMB: Ca a été très prometteur. On parle de l'application de la loi dans ces pays. L'Estonie est un très bon exemple ; tout le monde regarde l'Estonie actuellement. C'est un exemple où un gouvernement... Aujourd'hui on dit les systèmes de sécurité, sont tout neuf, donc c'est un très bon exemple. Et j'ai beaucoup d'espoir en ce qui les concerne.

J'ai fait une formation à Katmandou l'année dernière, et j'ai été impressionné par les ministères qui venaient, par les représentants des ministères. Ils disaient : on est en train de voir qu'est-ce qu'il faut réglementer, qu'est-ce qu'il ne faut pas réglementer.

Et donc ils disaient : est-ce qu'on peut avoir une permission pour faire telle ou telle chose, et on leur répondait : ne posez pas cette question. C'est quelque chose de tout à fait récent, mais ce

sont des gens qui disent : on veut apprendre, on veut savoir comment ça fonctionne, avant de mettre en place des réglementations au niveau national.

Donc vous pouvez être en avance par rapport aux États-Unis ici dans ce cas, ici vous travaillez beaucoup plus vite dans le domaine de la connectivité que les États-Unis.

Bien, vous avez déjà vu tout cela. Ce sont les différents acteurs. J'espère que vous comprendrez ici le registre, VeriSign, ICANN, Google, ils ont un bureau d'enregistrement qui protégeait cela.

Bien, nous parlons de noms de domaine. Nous sommes à ICANN. Et les utilisations possibles des noms de domaine. On ne peut pas seulement attaquer les systèmes. Avec des attaques des services en utilisant le DNS comme un facteur d'attaque...

Bien, donc si je veux vous attaquer, je vais prétendre que je suis vous, je vais prendre votre place. Je vais commencer par demander à tout le monde dans cette salle, comme si j'étais vous, une petite question, je pose une petite question, hein. Donc je pose une petite question, et vous allez lui répondre, tous ensemble.

Et elle va être tout à fait étonnée. Ça ne me coûte rien et je vais détruire complètement ces opérations. Voilà, c'est comme ça que ça marche. Les DNSSEC augmentent la difficulté. Bien.

Ici, vous voyez les différentes choses que l'on peut faire. Voilà, les différentes manières de compromettre le DNS, pirater, entrer sur votre site internet, voilà. Parce que ce sont des points contrôlés normalement. Bien ou mal, mais c'est un point contrôlé. Et l'application de la loi, le système traditionnel, voilà c'est le type diapo que je présente à la police et au secteur dans la loi dans les pays. J'essaye de raisonner avec eux, parce que ce sont, ce type de chose n'indique pas grand-chose.

Les données WHOIS. Je vais saisir le WHOIS de mon nom de domaine. On a une adresse. On a un numéro. Ma femme a aussi un petit business, et lorsqu'elle fait du WHOIS, elle ne fournit pas ce type d'information. Voilà, c'est un exemple de la façon dont on utilise les politiques, ou dont on modifie les politiques.

MA femme par exemple, elle n'est pas à l'aise avec ce type de réglementation. Donc elle ne veut pas que les gens sachent exactement où est-ce qu'elle habite, son adresse personnelle. Elle a le droit d'une certaine façon de défendre sa vie privée. La police dit : vous nous rendez les choses impossibles, la police nous reproche de créer des difficultés pour obtenir ces informations, mais voilà, c'est ces raisons.

Il y a d'autres choses que vous pouvez voir dans le DNS, c'est une autre perspective dans l'écosystème de l'internet.

On peut avoir des tranches de valeur, des réponses, il y a beaucoup de choses. Yaho, Yoo-hoo, c'est... Les gens essayent d'imiter des marques. Ici quand on regarde le nom de domaine, quand on le cherche, il y a quelque chose au niveau du serveur de noms. On peut voir que ces noms de serveurs sont.

Et vous voyez que les criminels aussi essayent d'économiser de l'argent. Donc ils vont entrer, ils vont acheter des noms qui sont moins chers, et lorsqu'ils vont les vendre, c'est la meilleure façon de trouver ces gens-là. Si vous voyez quelque chose qui est bizarre, vous pouvez demander au service de noms de données, voir combien de personnes sont associées avec ce nom de données.

Si vous voyez qu'il y a d'autres noms associés. Par exemple vous allez trouver pharmacie gratuite ou ce type de choses...Ou médicaments gratuits, vous pouvez voir ce type de choses connectés avec ce nom de domaine, à ce moment-là vous vous rendez compte que ce sont des délinquants.

Prochaine diapo.

Donc on rentre, on va un petit peu plus approfondir. Les délinquants ne peuvent pas utiliser une adresse IP pendant longtemps. Avant qu'il y ait une attaque, il y a une adresse IP. Cette attaque vient d'une adresse IP, c'est très facile, on bloque

l'adresse IP vous allez me dire, cela ferme tout de manière instantanée.

Les délinquants pensent : ok, c'est pas bon, j'ai investi dans ce réseau zombie, je veux avoir un résultat. Et c'est comme cela que ces gens changent ces noms en permanence pour qu'on ne puisse pas les attraper.

Prochaine diapo.

Donc la chaine, le scalpel, ou le rasoir, c'est ce qu'on essaye de... On essaye d'éduquer les forces de l'ordre, de leur faire comprendre cela.

Bien, maintenant vous avez un nom de domaine suspect, comment faire ? vous le fermez ? Comment vous le fermez ? Est-ce que vous allez arrêter tout ce qui se trouve derrière cette adresse IP ? Non, parce que la plupart des sites sont gérés par la même adresse IP, il y a plusieurs sites. Alors toutes les personnes qui vont saisir ce nom de domaine ne peuvent pas rentrer ici ? Non. Vous ne pouvez pas faire cela non plus. Parce que faire avec Facebook.com, il y a certains attaquants, par exemple fb.com/pharmacie. Vous allez fermer fb.com ? vous allez fermer facebook ? Ce n'est pas possible.

Hélas, c'est ce qui arrive. Les forces de l'ordre ne savent pas que faire. Ce n'est pas leur faute, ils essayent de nous aider, mais... Il

Il y a des choses qu'ils ne savent comment régler, donc ils essayent de nous aider, et nous devons les aider à nous aider. C'est l'objectif ici de cette diapo.

Prochaine diapo.

Alors, est-ce que nous allons voir le fournisseur d'hébergement ? Celui qui fournit le serveur, celui qui va héberger ce serveur. Aujourd'hui, nous avons des serveurs virtuels qui sont des machines et qui sont très bon marché. Donc c'est possible de faire comme ça.

Ou bien, comme monsieur le suggérait, comme beaucoup de fournisseurs le font, vous commencez à créer votre propre liste de clients ou de sources publiques, ce qui est bien et ce qui n'est pas bon. Et l'avantage de cette manière de travailler, c'est que ces dernières...

Ce sont, ici on a des ordres de tribunal et on veut que le secteur d'application de la loi puisse faire quelque chose. Ils doivent passer par un ordre du tribunal et ils doivent passer par des accords qui sont faits entre vous, le client, l'attaquant, le bureau d'enregistrement, le registre, le fournisseur d'hébergement... Il faut passer par tous ces processus.

Mais c'est comme cela que ça fonctionne et c'est comme cela que les choses fonctionnent vraiment. Si vous les regardez, vous

allez constater qu’au niveau du spam, au niveau de l’email, les gens continuent à mettre à jour ce type de chose.

Prochaine diapo.

Des choses que vous connaissez déjà. C’est tout cela qui rend le processus plus difficile, les problèmes de juridiction. Les limites de l’internet. Il n’y a pas de frontière dans l’internet, alors comment faire ? Quel type de loi appliquer ? Est-ce que l’on peut se mettre d’accord sans enfreindre la loi ?

NON IDENTIFIE:

Bonjour, je suis [Hadja], je suis boursière, et ma question est comment faire dans le cas de wiki Leaks par exemple. Beaucoup de gens voudraient que certaines choses disparaissent, comment le faire ?

RICHARD LAMB:

C’est une bonne question. Je ne sais pas comment vous répondre. À moins que l’on ait violé quelque chose dans une politique, je ne sais pas. Ce que j’essaierai de faire, il faudrait voir comment est-ce qu’il est hébergé. Le fournisseur d’hébergement, hein. Si c’est un pays dans lequel vous avez le droit de le faire, c’est bon.

Mais il y a des pays qui ont différents types de politiques, et pour bloquer le contenu. Nous, nous ne pouvons pas bloquer le contenu, même si... en tout cas c'est comme ça. Il y a des pays qui ont d'autres politiques.

Je vais être sûr qu'il ne soit pas hébergé aux États-Unis, je suis sûr qu'il n'est pas hébergé en Californie, donc je suis navré, j'aurai aimé pouvoir vous répondre.

Je sais que vous pouvez faire la commande, et je ne sais pas où se trouve cela.

NON IDENTIFIE: C'est en Suède.

RICHARD LAMB: Ha c'est en Suède. Qui est-ce qui a dit cela ?

NON IDENTIFIE: C'est moi qui ait dit cela.

RICHARD LAMB: Ha d'accord. De Suède. Donc la Suède doit avoir ce type de loi.

NON IDENTIFIE: J'aimerais avoir une réponse à votre question, on peut en parler après si vous voulez. Mais quand on parle des Dark-net, des fois ils utilisent des Tor, ou d'autres options pour se connecter et cacher leurs adresses IP. Si vous voulez on peut en parler plus tard hein ...

RICHARD LAMB: Oui, elle a raison. Il y a le Tor de certains dark-net. Beaucoup de nos gouvernements utilisent cela. [Bruna] ?

NON IDENTIFIE: Bonjour, je suis [Bruna], je viens du Brésil, je suis boursière. J'aimerais savoir... Au Brésil nous avons un système qui défend les droits civils. Et pour le moment il n'y a pas de système pour retirer le contenu d'un site, et je voudrais savoir comment vous pensez qu'il faut que ce soit fait ? Parce qu'au Brésil nous avons beaucoup de problèmes dans ce sens. Les juges ne comprennent pas la loi, et les contenus sont juste au milieu.

RICHARD LAMB: Oui, nous devons aider les juges à comprendre je dirais. Je pense que les deux sont des outils raisonnables. Il faut comprendre que très souvent les méthodes légales ne fonctionnent pas. Non pas parce que les juges sont stupides,

mais parce qu'il y a tout un processus légal pour un avis du tribunal, pour un ordre du tribunal.

La plupart de ce qui est fait est fait sans ordre de la cour. En général on contacte le titulaire du registre, le bureau d'enregistrement, le ccTLD va contacter le titulaire du registre et va dire : ok, on a ce gars qui diffuse de la pornographie. Donc le titulaire de registre dit : ok, on va rediriger ce domaine. Et l'application de la loi peut continuer à collecter des données s'ils le veulent.

Et cela est fait grâce à certaines préoccupations qui sont exprimées. Vous risquez d'être celui qui viole le droit de la personne qui achète le produit, mais si ce produit n'est pas vraiment légal, à ce moment-là...

GRACE:

Merci. Je suis Grace [inaudible], je viens de Jamaïque. Je suis boursière. Et je suis intéressée par l'aspect légal des choses. Et je suis heureuse que vous ayez parlé de la responsabilité de la manufacture. La partie de la manufacture des fois... Nous sommes dans la partie légale et les gens dépensent beaucoup d'argent et n'obtiennent pas de résultats.

Comment est-ce que vous pensez que l'on peut jouer un rôle dans le domaine de la responsabilité au niveau des plateformes

et noms de domaines, de façon à ce que les gens puissent récupérer leurs droits. Par exemple des petits business qui perdent beaucoup de temps et d'argent...

RICHARD LAMB: Nous sommes limités. Notre portée de travail est limitée. C'est seulement l'espace du nom de domaine dans lequel nous pouvons travailler.

Bien, je sais ce que vous voulez, vous allez leur dire : je sais ce que vous voulez, et il ne faut pas qu'on nous accuse de modifier notre mission. Il y a des personnes comme vous qui veulent travailler correctement, qui veulent faire les choses bien. Mais il y a aussi d'autres gens qui ne sont pas dans la même situation. Donc quelqu'un doit préciser les choses.

Nous avons une...

GRACE: Oui, je sais au niveau pratique, vous pensez que c'est possible pour nous, pour la gouvernance de l'internet de parvenir à ce point-là ?

RICHARD LAMB: Lorsqu'il y a beaucoup de responsabilités de logiciel, oui, je pense que oui.

Est-ce que vous avez suivi les différents dialogues qui ont lieu actuellement ? Je pense qu'il y a une affaire actuellement qui concernait [dilek]. Et je ne dis pas que... Parce qu'il y a des gens qui suivent ces affaires. Donc cela veut dire que si on a un papier qui est rédigé par un avocat, cela va limiter leurs responsabilités.

Donc c'est intéressant de voir comment cette affaire, au niveau légal, a été gérée. C'est un équilibre très très délicat.

On ne veut pas non plus décourager l'innovation. Si vous voulez rédiger un logiciel, vous devez être capable de pouvoir le faire. Si vous vendez un produit, vous voulez aussi être protégé.

NON IDENTIFIE:

Bonjour, le Brésil a dit quelque chose qui m'intéressait, parce que certains pays n'ont pas de législation en place. Et donc c'est difficile de résoudre ces questions. On peut avoir un pirate qui va faire une action illégale, mais on ne sait pas que faire, à quelle juridiction recourir. Donc c'est un problème pour certains pays.

Maintenant ma question est que fait ICANN par rapport aux gouvernements qui contrôlent la neutralité du réseau ?

RICHARD LAMB: Rien. ICANN ne fait rien. Ce n'est pas notre espace de travail. Nous essayons de convaincre les gens dans ce sens, mais c'est tout. Nous ne pouvons rien faire.

Je comprends votre question.

NON IDENTIFIE: Parce que je pense qu'il y a quelque chose au niveau du gouvernement de Trump, qui essaie de contrôler le réseau, je ne sais pas si c'est vrai, mais... Un spécialiste de TIC essayait apparemment de faire cela...

RICHARD LAMB: Quelqu'un de Microsoft ?

NON IDENTIFIE: Oui.

RICHARD LAMB: C'est quelque chose que nous ne faisons pas. Des fois, nous envoyons des présentations, vous avez entendu toutes les choses que je dis, parce que c'est des choses qui comptent pour moi, qui sont importantes. Mais tout le monde devrait être capable de faire cela.

C'est une question d'accès, de connectivité, d'application de la loi. Le plus grand problème ici est non pas la programmation, et ce n'est pas l'accès non plus, c'est en général les lois. La partie des impôts, de l'investissement, l'encouragement aux investissements, ce type de choses.

Je suis pour la neutralité bien sûr.

NON IDENTIFIE:

Bonjour, merci pour votre présentation.

Je suis [Alexis Antellis], je suis un nouvel arrivant, boursier pour la première fois, je viens du Venezuela. Et au début de votre présentation, vous avez dit que vous n'aimiez pas le terme de l'internet des objets. En général, on associe l'internet des objets avec l'adoption du nouveau protocole IPv6, et je voulais vous demander quelle est l'importance des défaillances de sécurité qu'on a constatées sur le DNS dans certains cas, et l'adoption et la non-adoption de ce protocole vu l'épuisement des blocs IPv4.

Et je me souviens d'un cas de Ebay, et comme vous le disiez, qu'une défaillance dans la configuration d'une caméra pouvait avoir un impact, je voudrais savoir si vous avez des informations concernant les défaillances du DNS qui pourraient avoir lieu à cause de l'adoption de ce nouveau protocole, ou à cause l'épuisement du système d'IPv4. Et comment cela peut être lié,

par exemple, dans les cas de noms de domaines, on nous envoyait des mails. Comment est-ce que cela peut être lié aux noms génériques ou aux marques si l'internet des objets ou l'adoption du nouveau protocole permet cela au niveau du DNS.

Et je voulais aussi vous demander votre avis concernant les termes de Hackers et de Crakers. Et est-ce que le Hacking éthique a une importance, et est-ce qu'on peut le différencier de ce qui porte vraiment préjudice aux réseaux qui mettent en œuvre des actions malhonnêtes vraiment.

RICHARD LAMB:

Je ne parle pas espagnol, je m'en excuse, je devrais. Le terme de Hacker est un terme qui est en train de changer. Le terme de hacker, qui veut dire pirate, est un terme qui est en train d'évoluer. Et je ne devrais pas utiliser ce terme, parce qu'il a encore une connotation négative, je le sais.

Comme exemple, je dirais qu'il y a une conférence à Las Vegas qui a lieu tous les ans, qui s'appelle Def Con, au cours de laquelle les hackers, les pirates, se réunissent pour lutter contre ce type de chose. Cela a lieu au mois d'août, à Las Vegas et je vous encourage à y aller.

Et vous y verrez, dans cette conférence, quelque chose qui est en train de grandir, de s'accroître. D'abord vous allez voir qu'on va

travailler avec tout ce qui est électronique, on va travailler avec vos mots de passe, etc.

Ils font cela depuis plusieurs années et ils ont leurs propres enfants maintenant qui grandissent et ils travaillent tous, tous ces pirates travaillent pour les compagnies, ils ont créé leur propre compagnie, et ils font des tests de pénétration, et ils sont les premiers, ce sont les premiers que vous verrez qui vont se manifester en cas de piratage.

Donc si vous voulez voir le futur, vous pouvez aller les voir, c'est eux qui vont trouver tous les problèmes qui peuvent surgir dans le domaine de l'internet des objets par exemple. Et ils partagent cela avec tous, ils rentrent en contact avec les manufactures et leur dise : voilà il y a un petit problème ici...

SIRANUSH VARDANYAN: Richard, nous allons prendre la dernière question, et nous avons notre prochain présentateur ici. Il y a beaucoup de questions je crois. Donc peut-être qu'on va demander aux gens de s'adresser directement à vous.

RICHARD LAMB: Bien, je vais essayer de conclure. Donc le terme de Hacker, de pirate, a changé. Il y a des gentils pirates maintenant, des gentils hackers. Donc les hackers qui sont gentils travaillent pour nous.

Et en ce qui concerne vos autres questions, les noms de domaine d'IPv6, vous avez raison. IPv6, une des raisons pour laquelle l'IPv6 est en train d'exister, c'est l'internet des objets. L'industrie a adopté IPv6, et l'industrie doit adopter IPv6 pour pouvoir utiliser cet IPv6 pour essayer de travailler dans le domaine de l'internet des objets. On sait qu'il y a des milliards d'utilisateurs qui sont en jeu.

Cela va avoir un impact au niveau négatif, à cause justement de ces quantités. On a beaucoup plus d'appareils qui vont utiliser internet, et cela pourrait être utilisé par des attaquants.

Il y a une série de groupes industriels qui essaient d'aborder l'aspect de la sécurité dans ce domaine. Donc je pense que les questions liées à IPv6 ou l'IPv6 en général, ne vont pas avoir un impact négatif sur l'utilisation de l'internet des objets.

En ce qui concerne le DNS, la combinaison de cela avec le DNS, le DNS devient de plus en plus important avec IPv6, parce que les adresses IPv6 sont très longues maintenant, beaucoup plus longues. Et on va devoir utiliser beaucoup plus le DNS. Donc je ne vais savoir si vous faites cela dans mon bénéfice ou pas. Le DNSSEC sécurise le DNS et une fois que l'on sécurise le DNS. Si vous avez entendu ma première présentation, nous avons une infrastructure mondiale qui distribue des clefs, une sécurité et

tout ce qui est lié à cela à tous ces appareils dans le monde entier.

Donc nous pensons que l'IPv6 avec DNSSEC, ces deux groupes ensembles - puisqu'ils devraient être adoptés ensemble, plus lentement que ce que l'on voudrait, mais bon - mais nous pensons que c'est la clef pour mettre en œuvre un système beaucoup plus sûr.

Ce n'est pas la solution, la panacée, mais cela va améliorer la sécurité.

Siranush, je crois que nous avons fini. Ha vous. Allez-y.

NON IDENTIFIE:

Je suis [Shana], je suis boursière. Est-ce que vous pensez qu'il y a une diligence due et pour les systèmes de sécurité qui sont développés actuellement, et la sécurité des caméras, mais je pense aussi à d'autres infrastructures critiques.

Vous avez donné une série de bonnes pratiques que l'on devrait suivre, je voudrais dire que je suis d'accord avec ce qui a été dit ici à propos des juges, du besoin d'éduquer les juges, etc.

Et donc ma question est : lorsque l'on parle de sécurité, de diligence due, c'est quelque chose que vous trouverez dans les directives de l'Union européenne, et il y a des références aux

meilleures pratiques, de façon à ce que toutes ces meilleures pratiques soient mises en œuvre par les acteurs. Est-ce que ICANN va jouer un rôle pour développer des standards de cyber-sécurité et de diligence due.

Et en tout cas merci pour votre présentation parce que vous avez une approche visant à éduquer le publique plutôt qu'à avoir recours à la loi qui peut être lente, donc merci beaucoup.

RICHARD LAMB:

Merci. Nous n'allons pas jouer ce rôle. Le processus multipartite ascendant est un pouvoir doux je dirais.

Cela dit, nous essayons d'inviter tous les acteurs à participer à cette discussion. Je vous parle de cela parce que c'est ce que je connais. S'il s'agit d'une infrastructure critique, que le gouvernement utilise pour son activité, nous avons différentes choses que l'on peut appliquer. Mais à moins que l'on vende quelque chose au gouvernement, nous...

Nous appartenons au secteur privé, même avant la transition des fonctions IANA. Donc c'est une... On attend du secteur privé qu'il fasse les choses correctement et qu'il respecte la loi.

Je ne peux pas vous imposer quelque chose. Ce n'est pas mon rôle.

Merci.

SIRANUSH VERDANYAN: Merci beaucoup Richard.

[Aplaudissements]

Merci beaucoup.

On manque toujours de temps pour Richard. La dernière fois on avait 30 minutes, aujourd'hui on a eu 1 heure, mais ça ne suffit pas. Ça ne suffit jamais. Merci beaucoup Richard. Je sais qu'il a une autre séance qui avait lieu, mais il a accepté de venir faire sa présentation ici.

Bien, nous allons présenter notre prochain orateur. Il appartient à l'organisation de soutien de l'adressage, ASO. Vous en avez sûrement déjà entendu parler. C'est Atfab Siddiqui qui va venir nous présenter. Bienvenue Atfab.

On voudrait entendre parler de votre organisation de soutien à l'adressage, qu'est-ce que vous faites. On prendra entre 5 et 10 minutes, et on va consacrer le reste du temps aux questions / réponses.

ATFAB SIDDIQUI: Merci. Pardon, je ne m'entends, je ne sais pas si vous m'entendez.

Donc en tout cas, comme disait Siranush, je m'appelle Atfab Siddiqui, je fais partie de l'organisation de soutien à l'adressage. J'ai mes collègues ici avec moi. [inaudible], [Inaudible] ha, il n'est pas là, au fond de la salle. Il y a Louis Lee aussi qui est là et Jorge [inaudible]. Et il y a ici Riccardo [inaudible] également. On a presque toutes les régions, il nous manque quelqu'un d'Europe ? Mais non, on a ici Axel de RIPE NCC.

Chaque RIR a différents noms pour les postes. Donc Axel est le gérant opérationnel. Il y a également des directeurs généraux ailleurs.

J'essaierais de faire une présentation toute simple.

Donc qui nous sommes ? C'est quoi le sigle ICANN, qu'est-ce que ça veut dire ? C'est la société pour l'attribution des noms et des numéros sur internet. Nous, nous sommes le dernier N, nous sommes les numéros.

On l'appelle également le conseil des numéros de la NRO, j'expliquerai tout ça d'ici peu. NRO veut dire l'organisation des ressources de numéros. Et donc nous sommes l'organe de la communauté des numéros au sein de l'ICANN. C'est-à-dire que nous communiquons avec l'ICANN et nous représentons l'association de la communauté des numéros au sein de l'ICANN. Et nous avons une représentation mondiale de la communauté.

J'expliquerai tout de suite, comment on élit les responsables et les représentants.

L'ASO est responsable envers l'ICANN. Ça a été une réponse à la création de l'ICANN. C'est-à-dire que les RIR sont des registres internet régionaux qui se sont réunis avant la création de l'ICANN. Puis on a créé l'ICANN et pour communiquer entre les deux l'ASO a été créé.

L'idée est de pouvoir connecter avec l'ICANN au sujet du système existant et fonctionnel des numéros et de refléter l'avis des communautés des numéros à l'ICANN. De nous exprimer au sein de l'ICANN.

On a signé un MOU en 1999, avec des RIR existants. En ce moment on a un nouvel MOU de 2004, et c'est comme ça que nous fonctionnons. En 1989, je pense, on a eu le premier groupe qui a été créé, c'était le RIPE NCC ? Oui, en 1992. Voilà le premier RIR qui a été créé.

Et l'ICANN a été créé en 1998. Donc vous voyez qu'on précède l'ICANN.

Alors maintenant la portée. La portée de notre travail. Notre rôle principal est de réviser les processus d'élaboration de politiques mondiaux. Il faut que l'on révise les politiques et que l'on évalue si l'on a besoin d'avoir de nouvelles politiques.

Nous définissons également les procédures pour la sélection d'individus qui vont occuper des postes au sein du conseil d'administration. Vous savez que, comme d'autres, nous pouvons élire des administrateurs. Donc les sièges 9 et 10 sont élus par notre groupe, par l'ASO.

L'idée est que ces personnes représentent la communauté des numéros auprès du conseil d'administration.

Notre structure est formée de 15 membres, 3 de chaque région. Et les régions sont... est-ce que vous avez... Regardez, les voilà. On a 5 RIR : APNIC pour la région Asie pacifique, AfriNIC pour l'Afrique, RIPE NCC pour l'Europe, LACNIC pour Amérique latine et les Caraïbes, et ARIN pour l'Amérique du Nord.

Ces 5 registres internet régionaux comprennent le monde entier. RIR veut dire Registre Internet Régional. Je répète. Chaque RIR va sélectionner 3 membres, dont deux sont élus par les membres de chaque RIR. Ce sont des fournisseurs de services internet ou des opérateurs de registre ou des bureaux d'enregistrement qui représentent les registres.

Quelles sont les ressources que nous gérons, est-ce que vous savez ?

[Bruit de fond]

Les adresses et les numéros ASN, c'est ça. Adresses IP et numéros ASN. Adresses IP ça pourrait IPv4 ou IPv6. Et ASN, on a deux types de numéros ASN qui sont aussi gérés. Voilà les ressources sur lesquelles nous travaillons.

Il faut d'abord avoir accès aux ressources des RIR, puis on devient membre, et tout membre peut élire deux membres pour qu'ils les représentent au sein de l'ASO.

Un membre est désigné par le conseil de chaque RIR. Donc deux sont élus par les membres et l'autre est désigné par le conseil d'administration de chaque RIR.

Donc on a deux par région qui sont élus, et un par région qui est désigné, ce qui fait un total de 15 membres.

Regardons la carte. Donc vous voyez ici comment on divise les régions : ARIN, LACNIC, AfrINIC, APNIC et RIPE NCC. Ça vous donne une image claire des pays qui font partie de chaque RIR.

Voici le cycle des politiques, la manière dont nous travaillons au sein de l'ASO. Chaque RIR a ses propres processus d'élaboration des politiques, qui s'appelle PDP. Chaque RIR a son propre PDP. Donc si vous voulez voir des modifications politiques, il faut assister aux réunions des RIR et chaque RIR a deux réunions annuelles.

Ces réunions sont ouvertes aux membres de chaque RIR. Ou si vous habitez dans la région vous pouvez également participer aux réunions.

Si vous voulez apporter des modifications, vous pouvez proposer des politiques, et toute la communauté des RIR, les 5 RIR, considèrent qu'il nous faut des politiques mondiales. Dans ce cas-là, ils peuvent contacter l'ASO et lancer un processus de politique mondial.

Notre dernière politique a été il y a quelques années. Est-ce que vous savez quelle était cette politique ?

Bon, à l'époque l'IANA n'avait pas vraiment beaucoup d'adresses IPv4 dans l'espace adressage, et on a commencé à travailler sur le scénario selon lequel l'IANA n'aurait plus d'adresses IPv4. Donc on a lancé une politique pour mettre en œuvre un nouveau système. J'expliquerais comment ça fonctionne.

Ici on a la liste des membres, je viens de vous présenter certains de ces membres qui sont ici de chaque région. Si vous trouvez l'un d'eux, même moi, vous pouvez nous demander comment ça fonctionne, si on va trop vite ici.

Ce qu'il y a de mieux, c'est que pour les SO et AC, ici on a des réunions présentielle, c'est-à-dire que toutes les réunions de

l'ASO sont ici, dans ce centre de conférence. On est tous là, donc vous pouvez venir nous parler, si vous êtes intéressé par une région particulière, vous pouvez vous rapprocher de la personne qui travaille dans cette région pour qu'il vous donne davantage d'informations. Et puis vous pourrez discuter davantage avec chaque membre.

Comme je le disais auparavant, la dernière politique mondiale qu'on a faite était la réunion /8, qui a été adoptée par tous les RIR. AfriNIC était le dernier registre à l'adopter, si je ne me trompe, c'est bien ça? Oui. AfriNIC était le dernier. Tout le monde, tout le reste a déjà mis en œuvre cette politique. L'IANA n'a plus d'adresse IPv4 dans l'espace de ce qu'ils ont à attribuer. Donc on a très peu de registres IPv4 au sein de chaque RIR.

Ici vous voyez les membres que nous avons désignés auprès du conseil d'administration pour les sièges 6 et 10. À gauche vous voyez [Ron Da Silva], que vous avez peut-être vu, et à droite on a [Akinori]. Ces membres du conseil d'administration venaient de la communauté des numéros.

Le Cycle est tout à fait naturel, il s'applique au processus d'élaboration de politiques relatives aux numéros, et ils ont participé à la communauté des numéros pendant très longtemps, puis ils ont été nommés par la communauté et puis sélectionnés.

Voilà le cycle de la communauté des numéros, comment on s'implique, comment on est sélectionné et on devient partie de la communauté plus large.

Donc il faut d'abord travailler dans votre communauté, et puis vous impliquer au niveau mondial avec les politiques.

Voici une présentation très brève de l'ASO.

Je vous montrerais tout de suite que cela ne suffit pas de tout voir en si peu de temps. Mais si vous avez des questions vous pouvez nous les poser maintenant. Je serai là jusqu'à jeudi. Donc moi, et les membres de l'équipe sont là pour répondre à vos questions.

SIRANUSH VARDANYAN: Merci, on va commencer avec les questions. Mickael ?

MICHAEL: Merci, je suis boursier pour la première fois, et je voudrais vous demander de nous expliquer rapidement quel est le rapport entre l'organisation des ressources de numéros et l'organisation de soutien à l'adressage. Parce que je n'ai pas très bien compris quel est le rapport entre les deux. Je ne comprends pas très bien.

ATFAB SIDDIQUI: C'est difficile, j'essaierais. L'ASO est une fonction, il s'agit d'une organisation de soutien qui est une fonction en fait.

Si on revient à la diapo qui montrait... Encore... Voilà.

L'ASO est une fonction de l'ICANN. Et les 5 RIR choisissent trois membres de chaque RIR, comme je l'ai dit. Ils forment un NRO NC, c'est-à-dire un conseil de numéros de l'organisation de ressource de numéro. Ce conseil exploite les fonctions de numérotage au sein de l'ICANN à travers l'ASO.

SIRANUSH VARDANYAN: AC est comité consultatif, ici c'est NC.

NON IDENTIFIE: Est-ce que la NRO, NC et l'ASO AC est la même chose ?

ATFAB SIDDIQUI: Attendez... On va vous expliquer un peu plus en détail.

KEVIN BLOOMBERG: Kevin Bloomberg, de l'ASO AC de la région ARIN. La manière simple de l'expliquer est que l'ASO est le parapluie qui couvre deux groupes.

En dessous de l'ASO, on a donc le EC, qui comprend les présidents de chacune des 5 régions qui font partie de ce comité

exécutif et qui ont différentes fonctions à leur charge au sein de l'ASO.

Et puis, on a le NRO NC, c'est-à-dire le conseil qui est composé des mêmes personnes. On a 3 personnes de chaque région, deux sont élues et une est désignée. Et ces personnes occupent différentes fonctions dans cette ASO qui était le parapluie.

La NRO NC et l'ASO AC sont les mêmes personnes en faite. On a deux groupes de personnes qui gèrent les mêmes fonctions. Et d'une part on a le comité exécutif et puis les postes qui sont désignés des différentes régions.

La NRO NC, corrigez-moi si je me trompe Atfab, est plus orientée aux travaux avec les RIR, alors que l'ASO Ac est plus orientée au travail de face à l'ICANN et à l'IANA. Donc la différence est dans le sens de vers qui ils orientent leurs efforts.

ATFAB SIDDIGUI:

Oui, c'est ça, c'est ça que je voulais expliquer. Donc on a les mêmes personnes. La NRO NC qui est ici, et à droite l'ICANN. Donc moi je participe dans un sens et dans l'autre. Je suis l'organisme auprès de l'ICANN d'un côté, et de l'autre côté on est l'organisme auprès des RIR.

Et puis Kevin parlait du comité exécutif. On a l'ASO EC et la NRO EC. Le conseil exécutif de la NRO fait partie de chaque RIR. Ces 5

personnes intègrent le comité exécutif. Donc Axel fait partie du comité exécutif, par exemple, et nous sommes le conseil d'adressage, et nous répondons au comité exécutif, au conseil exécutif, c'est comme ça que ça fonctionne.

Est-ce plus clair ?

NON IDENTIFIE: Je ferai recherches.

ATFAB SIDDIQUI: Non, ce n'est pas la peine, venez nous voir, on vous l'expliquera. Si vous ne comprenez pas, je l'expliquerai sur un bout de papier ce sera plus simple. On verra.

SIMON: Vous avez dit tout à l'heure que vous avez travaillé avec l'IANA, n'est-ce pas ? L'ASO a travaillé avec l'IANA et puis vous avez formulé des politiques. Comment se passe-t-il ? Maintenant que vous avez complété le transfert.

ATFAB SIDDIQUI: Oui, maintenant c'est la PTI. J'essaie d'expliquer aussi simplement que possible. Il y a eu des modifications, mais en fait, rien n'a changé. L'IANA, le poste de l'IANA, la place de l'IANA

est maintenant occupée par la PTI. Donc les politiques de mise en œuvre étaient en fait maintenant remplacé.

NON IDENTIFIE:

[Inaudible] je suis de Barbade. Je suis boursière pour la première fois. Je voudrais préciser quelque chose avant de poser ma question.

Dans le mot LACNIC le C représente les Caraïbes. C'est un peu étrange, parce que la plupart des pays des Caraïbes qui sont anglophones appartiennent en fait à ARIN et non pas à LACNIC.

Donc ma question est : si je voulais rentrer chez moi, dans ma région des Caraïbes, et encourager les personnes à participer à cet espace, pour être compris, pour ne pas être oublié, vers qui devrais-je me pencher ? Vers les fournisseurs de service internet, les fonctionnaires gouvernementaux qui connaissent bien le domaine des télécommunications, des personnes techniques, des personnes de politiques, quel serait le type de personnes qui travaillent avec l'ICANN ?

ATFAB SIDDIQUI:

Oui, tout le monde peut participer à toutes les RIR s'ils sont membres en fait. Donc il est simple de participer, et il ne faut pas être expert en numéro pour ce faire, il y a différents rôles dans

chaque RIR. Dans la communauté, vous pouvez participer, vous avez différents membres.

Et puis il y a des membres de LACNIC, et je demanderais à Ricardo de répondre à ma place.

RICARDO:

Premièrement Atfab, merci de cette présentation. J'ai deux remarques.

D'une part dans la région des Caraïbes il y a eu un accord spécial et certaines îles des Caraïbes répondent à LACNIC alors que d'autres répondent à ARIN. Certains des FSI parmi les îles répondent à ARIN pour les adresses et les ressources, et d'autres vont à LACNIC.

Il est important de savoir que tout le monde peut participer au forum des RIR. Ce n'est pas nécessairement que les membres. Les forums sont ouverts et transparents.

Il est important de faire cette distinction parce que certains des membres des RIR sont des FSI qui reçoivent des adresses IP par exemple, mais dans le forum, tout le monde peut participer. On les appelle communauté technique. C'est-à-dire que tout le monde peut y participer, faire des propositions ou voter les propositions. Merci.

ATFAB SIDDIGUI: Une petite précision. Merci Ricardo. Moi, je ne suis pas membre de la région APNIC, je ne suis plus membre parce que j'ai changé d'employeur, et mon employeur n'est pas membre d'APNIC. Et moi je suis le membre qui représente l'Asie Pacifique. Les personnes qui votent devraient être les membres, c'est aux membres de vous nommer ou de vous sélectionner, mais vous pouvez être un membre communautaire de cette région.

Vous pouvez participer, mais ceux qui vous sélectionnent, vous désignent, vous élisent, sont les membres du RIR de chaque région.

Oui.

SIRANUSH VARDANYAN: Il y a une précision d'Albert Daniels, à distance. Est-ce que vous pouvez lire s'il vous plaît ?

NON IDENTIFIE: Ca a déjà été dit.

ATFAB SIDDIQUI: A oui, c'était ce que confirmait Ricardo.

NON IDENTIFIE: Le deuxième commentaire dit : les îles et les territoires qui ne sont pas des îles comme la Guyane, le Belize, etc. je pense que c'est ça qui n' pas été évoqué. C'est ce qui vient d'être précisé...

ATFAB SIDDIQUI: Les îles et les territoires qui ne sont pas des îles...

NON IDENTIFIE: Oui, ça a été dit en fait, ça vient d'être précisé.

KEVIN BLOOMBERG: Je pense que le Belize fait partie de la région Amérique latine et Caraïbe. Mais ils sont tous compris dans un réseau ou un autre. La question est dans quelle région ?

Et je voulais dire que selon la région du RIR, il ne faut pas être membre pour voter. Ça dépend de chaque réseau. Dans la région ARIN par exemple, le vote est ouvert à la communauté technique, à tous les membres, donc ça varie un peu entre régions.

Et la participation, que je sache, est ouverte à toute la communauté technique. Et les procédures au sien de chaque communauté technique peuvent varier un peu.

ATFAB SIDDIQUI: Les procédures d'élection pour les RIR peuvent varier, mais la participation est ouverte à tout le monde, et même si vous habitez dans la région AfriNIC, rien ne vous empêche de participer à la région ARIN et vice versa.

KEVIN BLOOMBERG: Oui, dans mon expérience personnelle, je dirais que les autres régions apprécient la présence d'autres membres des autres régions qui viennent faire des contributions.

SIRANUSH VARDANYAN: Nous allons répondre à trois petites questions et nous allons devoir conclure. Alexander, puis David et [inaudible]. [Inaudible] a cédé la parole, très bien.

NON IDENTIFIE: Pardon Siranush, c'est lui qui va poser la question ? Est-ce que je pourrais répondre... c'est la troisième fois que j'arrive à la queue et que je n'arrive pas.

SIRANUSH VARDANYAN: Oui, c'est pour ça que je vous ai demandé de vous assoir à la table. Je vous ai dit au début de la session de vous assoir à table pour que ce soit plus facile de vous voir. Je ne peux pas voir tout le monde.

NON IDENTIFIE: [Alexander], j'ai une question. On a vu beaucoup de sujets de sensibilisation hier, et mon point de vue, en dehors de ces réunions, est que l'internet semble être gouverné par les ccTLD et les gTLD. Mais mon point de vue technique me dit qu'en fait l'internet fonctionne sur des numéros et que l'internet n'a pas besoin de ces autres types de ressources.

Est-ce que vous sentez que votre sensibilisation, en tant que communauté des numéros, ne suffit pas pour expliquer au public le rôle de vos organismes et pour mieux montrer votre rôle ?

ATFAB SIDDIQUI: Je ne sais pas très bien comment m'y prendre pour vous répondre. (rires)

NON IDENTIFIE: Bien, d'accord, réunion suivante, préparez-vous...

ATFAB SIDDIQUI: Non, je participe aux réunions de APTLD qui se tiennent en général dans des petites salles. Donc je ne sais pas comment les ccTLD accèdent à internet. S'ils le font, et bien tant mieux. Mais on essaie de faire le travail de sensibilisation auprès des

personnes qui comprennent ce que nous faisons. Du point de vue des communautés techniques, nous sommes très actifs, tout le monde nous connaît. Et nous essayons de notre mieux d'être aussi efficaces que possible.

C'est pour ça qu'on est ici, qu'on vient vous expliquer, essayer de vous expliquer comment on fonctionne et quel est notre rôle dans l'écosystème.

NON IDENTIFIE: C'est une question pour le public général pas pour nous.

ATFAB SIDDIQUI: Exactement, c'est exactement ça. Donc si vous voyez un moyen de pouvoir combler ce fossé et être plus visible auprès des personnes qui sentent que nous ne faisons pas partie de l'écosystème, qui ne se sentent pas inclus dans nos initiatives, dans notre communauté qui est connectée, nous ferons de notre mieux pour essayer de résoudre ce problème, mais faites-nous savoir quel est votre avis, comment on pourrait l'améliorer.

NON IDENTIFIE: Bien, très bien, merci. J'y penserai dans ma région.

SIRANUSH VARDANYAN: Merci. On a accordé qu'il y a des personnes qui ont cédé la parole, et ils vont venir vous parler à la fin de la séance. Allez-y, vous avez la dernière question. Vous avez le dernier droit de prendre la parole.

NON IDENTIFIE: Merci. Il faut que je fasse une question [inaudible]. Je suis du Bangladesh. Je m'appelle [Awale], et ma question porte sur les politiques mondiales qui ont un impact sur les régions.

L'Asie Pacifique en ce moment est une industrie internet en essor. Lorsque chaque RIR élabore ses propres politiques régionales, comment font-ils pour atteindre un consensus et pour présenter cela à l'ICANN, de manière à exprimer leur avis ?

Pour ce qui est des politiques qui ont un impact indépendant sur les régions, comment font-ils pour les présenter à l'ICANN ? En Asie Pacifique, on ne voit très bien comment on pourrait se mettre d'accord sur toutes ces politiques?

ATFAB SIDDIQUI: Le processus d'élaboration des politiques de chaque RIR est un peu différent de celui des autres régions. Et à vrai dire, dans la région Asie Pacifique, vous avez le [inaudible] 2, en NARIN, vous n'avez pas ce type de politique, donc ça varie dans ce sens.

C'est bien de voir que la région Asie Pacifique grandit rapidement comme vous dites, et comme j'ai dit auparavant, dans les différentes régions des RIR, ils ont rejoint la fête comme on dit. L'IPv4 n'est plus actuel, le maximum sera /22, mais c'est le marché qui va dicter combien d'argent, combien de fonds vous allez destiner au marché ouvert en définitive.

Ça peut vous coûter beaucoup d'argent que de mettre en œuvre l'IPv6. La mise en œuvre de l'IPv6 sera coûteuse. C'est vrai que c'est difficile si vous êtes en train de lancer votre fournisseur de service internet, c'est frustrant, il y a beaucoup d'acteurs avec lesquels il faut échanger, avec lesquels il faut se mettre d'accord. Ça ne va pas vraiment changer. Mais comme je dis, si vous appartenez à ARIN, c'est trop tard.

Donc bien que c'est difficile pour l'Asie Pacifique, vous êtes mieux placé que les nouveaux RIR en Amérique du Nord.

Oui, c'est difficile, mais comme je disais, le processus d'élaboration des politiques de chaque région varie et c'est un processus consensuel, ce n'est pas un vote à main levée, il faut qu'il y ait un consensus communautaire pour pouvoir approuver des politiques.

Et puis il y a différentes étapes qui sont impliquées et, finalement, les politiques sont mises en œuvre.

NON IDENTIFIE: Oui, Mais c'est un exemple, moi je voudrais savoir comment vous faites pour atteindre un consensus lorsque vous avez une proposition d'un RIR.

ATFAB SIDDIQUI: Pour que ce soit une politique mondiale, elle doit être acceptée par tous les RIR.

NON IDENTIFIE: Merci.

SIRANUSH VARDANYAN: Marissa a une petite question pour rebondir sur la question de [inaudible]

NON IDENTIFIE [MARISSA]: Merci, je voulais faire une précision qui est liée à ce que disait Albert. La Guyane physiquement et géographiquement fait partie de l'Amérique du Sud. Mais vu le traité de [inaudible] de la communauté des Caraïbes, nous sommes également liés aux Caraïbes, nous faisons partie des Caraïbes, donc je voulais préciser cela. Merci.

ATFAB SIDDIQUI: Oui, un petit commentaire. Ces limites géographiques ne changent rien pour l'ICANN. Moi, je suis pakistanais, j'habite en Australie. Et au Pakistan, par exemple, pour l'ICANN le Pakistan fait partie du Moyen-Orient. Comme région des RIR, on fait partie de l'Asie Pacifique. Alors, où appartient-on ?

Ça ne change rien. C'est juste une question de considération de la géographie, de délimitations des frontières pour décider quel pays appartient à quelle région.

Si vous voulez participer à nos activités, la participation est ouverte ; vous pouvez participer au Moyen Orient, en Asie Pacifique, c'est juste une question d'où vous êtes et où vous voulez participer.

Est-ce que tu veux parler de LACNIC ?

SIRANUSH VARDANYAN: Oui, allez-y.

NON IDENTIFIE [RICARDO]: On a une division de pays en RIR. Et nous savons qu'il y a d'autres organisations qui ont différentes divisions. Chaque pays essaye de représenter sa région.

Des fois, la Guyane fait partie des Caraïbes, et des fois vous faites partie de l'Amérique du Sud. Dans le cas de LACNIC, vous faites partie de l'Amérique du Sud.

Mais savons qu'il y a d'autres organisations où les pays pourraient être considérés des pays des Caraïbes.

J'ai deux commentaires qu'il est important de faire au groupe. Nous parlons de participation. Les RIR ont aussi des programmes de boursiers. Chaque programme a son processus pour faire augmenter la participation. Donc faites attention à leurs listes de diffusion, restez connecté. Tout le monde peut participer, comme on a dit, c'est ouvert à tout le monde.

Et au sujet des politiques, dans d'autres organisations, les politiques sont discutées et approuvées au sein de l'organisation. Dans le cas de l'ICANN la communauté des numéros discute ses politiques dans un environnement séparé qui est celui des réunions des RIR. La seule exception est celle des politiques mondiales qui, une fois qu'elles ont été approuvées par chaque RIR, elles doivent être remises à l'ICANN et à l'IANA pour que l'IANA puisse appliquer cette politique.

Donc je voulais tout simplement préciser cela qui me semblait important.

SIRANUSH VARDANYAN: Merci, je voudrais remercier Aftab aussi, et vous raconter que Aftab fait partie du comité de sélection de boursiers, donc c'est lui qui vous a choisi. Remerciez-le.

[Applaudissements]

ATFAB SIDDIQUI: Juste un petit commentaire à ce sujet. Moi, je suis passé par le même processus. Donc je comprends la confusion des fois, la frustration. C'est pourquoi j'ai dit que nous sommes tous prêts à répondre à vos questions dans ces prochaines journées.

Faites-nous savoir ce qui vous gêne et on sera là pour vous aider.

SIRANUSH VARDANYAN: Merci Aftab, je voudrais vous remercier tous, tous les membres de l'ASO qui sont là. On vous remercie de représenter toutes les régions et d'aider Aftab à répondre à nos questions.

Maintenant que vous les avez rencontrés en personne, je vous enverrai leurs présentations avant la fin de la journée.

Cela conclut la séance de la matinée, on se revoit à 17 heures pour notre réunion du soir. Profitez bien de votre journée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]